

Débat autour de l'insécurité humaine

Joseph Montville, Gabriel Banon et Clare Short, personnalités qui ont participé au premier Forum pour la sécurité humaine, qui s'est tenu à Caux du 18 au 23 juillet dernier, nous livrent leurs réflexions sur les causes profondes de l'insécurité humaine et sur la manière d'y remédier.



Une séance plénière lors du forum vue au travers des casques, outils indispensables pour que tout le monde se comprenne...

Guérir les blessures de l'histoire

Après 23 ans de carrière diplomatique au Proche-Orient, en Afrique du Nord et au Département d'Etat où il a été notamment responsable de la Division Proche-Orient, l'Américain Joe Montville est actuellement directeur du département de diplomatie préventive au CSIS (Centre d'Etudes Internationales et Stratégiques) à Washington, directeur du Centre d'Etudes de l'Islam et de la Démocratie et membre du comité consultatif de l'Institute for Multi-Track Diplomacy.



Comment soigner les mémoires blessées ?

Pour ma part, au terme d'une carrière de près de cinquante années d'action politique et de recherche universitaire, je comprends mieux l'importance du travail en faveur de la paix. Tout comportement est déterminé par un contexte ;

et tout conflit est déterminé par son contexte. A l'instar du médecin, il nous faut comprendre la pathologie et l'épidémiologie de chaque conflit.

Les mémoires blessées sont le dépositaire de souffrances et d'injustices subies par des individus, des groupes et des nations qui ont été victimes d'agressions majeures, de traumatismes et de deuils, récents ou anciens, causés par d'autres individus, groupes ou nations. Aux yeux de ces victimes, rien, ni surtout aucune référence éthique, ne saurait justifier ces actes. En outre, les victimes vivent dans la peur que l'agresseur ne soit aux aguets, attendant une autre occasion de causer de nouvelles blessures. Cette peur persiste pour la bonne raison que l'agresseur n'a jamais reconnu l'injustice de son acte, ni exprimé le moindre remords. Il n'y a pas de paix sans justice, et le rétablissement de la justice est la responsabilité de ceux qui ont perpétré les crimes. La paix réelle implique une transaction entre agresseur et victime, la prise de conscience des péchés historiques commis de part et d'autre y compris la reconnais-

sance des torts par l'agresseur, la contrition, dans certains cas des compensations, enfin - et c'est l'idéal - le pardon.

Conclure un accord, ce n'est pas conclure la paix. Tant que vous avez peur de voir votre adversaire guetter le moment où il peut vous attaquer, le conflit se perpétuera. On peut signer un cessez-le-feu qui dure des années ou toute autre forme d'accord, mais ce n'est pas la paix. La paix est un processus. Ceux qui persistent à se sentir victimes ne sont pas à même de susciter la confiance qui permet une relation nouvelle avec l'ennemi. Faire la paix implique que chaque partie soit convaincue que l'autre partage les mêmes valeurs de justice, de vérité et, osons le mot, d'amour.

La sécurité humaine et le rôle de Caux.

Ce sont ces valeurs qui sont défendues par Caux et je chéris donc particulièrement ce lieu et l'esprit qui y règne. Se pose alors la question de savoir comment introduire l'acquis de Caux dans la « sagesse du monde ». C'est là qu'intervient la psychologie politique : faire en sorte que les idées défendues à Caux ne deviennent pas seulement le moteur de la guérison, comme on en est le témoin ici, mais une proposition scientifiquement prouvée. Les personnes impliquées dans un conflit se battront jusqu'à la mort si la dignité et le respect leur sont déniés. Mais elles forgeront des rapports nouveaux si leur dignité est respectée et renforcée.

Ce premier Forum de Caux pour la sécurité humaine visait à jeter un regard d'ensemble sur les questions essentielles que pose le défi de la sécurité humaine. Et cette tâche a été accomplie, et bien accomplie, grâce aux éminents intervenants que nous avons entendus.

L'année prochaine, la préoccupation centrale devrait notamment porter sur le conflit israélo-palestinien. C'est-à-dire sur la guérison des mémoires blessées au sein de la famille abrahamique. Cela se fera aussi par la redécouverte de la symbiose créatrice qui a enrichi les relations de respect et de collaboration entre musulmans et juifs dans l'Espagne du Moyen-âge. Espérons qu'à cette occasion Caux pourra apporter une contribution pour asseoir une vraie paix.

Propos recueillis par Mike Brown

Lutter en priorité contre la pauvreté

Economiste français d'origine marocaine, Gabriel Banon est conseiller spécial de plusieurs gouvernements africains, après avoir également conseillé le président français Georges Pompidou en matière de politique industrielle. Après les Accords d'Oslo entre Israël et la Palestine, Yasser Arafat l'a nommé conseiller économique. Gabriel Banon est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment « La Paix de tous les dangers ».



Aujourd'hui on gère les conflits plutôt qu'on ne les prévient. Pour les arrêter, les limiter, ou les prévenir, diverses actions sont entreprises par la communauté internationale : embargo sur les armes, sanctions économiques, intervention des casques bleus... Mais on s'attaque malheureusement là aux effets et non aux causes de ces conflits. Oui, il y a des origines ethniques, religieuses et politiques aux conflits, mais, à l'exception du conflit israélo-palestinien, tous les conflits ont une origine économique. Dans la mesure où une population vit en dessous du seuil de pauvreté, où une société civile n'existe pas, où il y a de grands écarts de richesse, il y a tous les ingrédients pour arriver à un conflit armé. Les mesures de rétorsion vont lutter contre les conflits armés mais ne vont pas répondre aux besoins fondamentaux des populations et donc aux origines réelles du conflit.

Que faire pour remédier aux conflits armés ? Pour reprendre une expression qui existe déjà : « L'argent est le nerf de la guerre mais aussi celui de la paix. » Les pays en voie de développement ont contribué et contribuent toujours à l'enrichissement des pays dits développés. Mais tandis que les pays riches deviennent de plus en plus riches, ces autres pays deviennent de plus en plus pauvres. Leur sécurité passe par une amélioration de leur situation économique. L'aide Nord-Sud a démontré son incapacité à répondre aux besoins. Les promesses de consacrer 0,7% du PIB n'ont pas été tenues. On intervient au coup par coup et souvent dans l'urgence. Ce qui est vrai au sein d'un pays doit l'être aussi au niveau mondial. A l'instar des pays scandinaves, il faudrait mettre en place une politique de redistribution des richesses au niveau international. L'ONU doit pouvoir lever des impôts sur les Etats en faveur des pays pauvres. En remplaçant la recherche de dons par une fiscalité à l'échelle de la planète, l'ONU aura les moyens financiers pour intervenir directement dans les pays « en voie de développement », infrastructures, santé, éducation, lutte contre la faim, etc. Il ne s'agit plus d'organiser une aide, mais de redistribuer de façon équitable et en tenant compte des économies les plus faibles, dans un souci de justice sociale, une partie des richesses produites. L'économie a des règles universelles qu'on ne peut ignorer. Si on ne met pas en place des solutions courageuses et par certains aspects révolutionnaires, on assistera à la multiplication des conflits armés. Aucune réglementation n'arrivera à endiguer les flux migratoires. Les hommes et les femmes qui bravent tous les dangers pour entrer dans les pays développés ne le font pas pour vivre mieux mais pour survivre. Et contre l'instinct de survie, aucune réglementation ne tient.

Propos recueillis par Maud Glorieux

Créer une justice sociale et économique.

Ancienne secrétaire d'Etat chargée du développement international au Royaume-Uni de 1997 à mai 2003, Clare Short avait précédemment travaillé au ministère de l'Intérieur en tant que directrice du département d'aide pour la jeunesse et pour l'emploi et également dirigé AFFOR, une organisation qui œuvre à la promotion de l'égalité raciale à Birmingham. Elle est députée à la chambre des communes depuis 1983.

Accédant aux responsabilités de secrétaire d'Etat chargée du Développement international en 1997, période pendant laquelle l'ensemble du système international semblait réformable après la chute du Mur de Berlin et la libération de Nelson Mandela, il y avait alors une sorte de mise en œuvre d'un rêve à travers le monde, une nouvelle énergie dans le système international pour créer une justice sociale et économique et résoudre les conflits.



Aujourd'hui, dans un monde dont la stabilité est de plus en plus menacée, avec les pressions sur l'environnement et la grande révolte douloureuse du Moyen Orient, l'avenir serait sinistre si la communauté internationale ne réagissait pas avec générosité et équité. Il faut qu'une nouvelle énergie remonte de la base pour réclamer l'établissement d'un ordre plus juste, car c'est la seule façon pour nous de survivre avec une certaine forme de décence. Depuis le 11 septembre et la guerre contre le terrorisme, le monde s'est mis à régresser. L'avenir semble très peu encourageant, à moins que nous n'adoptions une nouvelle attitude. Nous avons la capacité, le savoir, la technologie, les communications, pour rendre le monde plus juste et plus équitable. Nous pourrions obtenir un règlement du conflit au Moyen Orient, faire reculer la pauvreté, inciter à la coopération internationale pour s'attaquer au réchauffement planétaire. Je ne comprends pas pourquoi nous ne nous mettons pas au travail sur ces questions.

Le discours occidental sur le terrorisme doit cesser d'être aussi malhonnête et hypocrite. C'est facile pour les Occidentaux de se concentrer sur des conflits dans d'autres régions du monde, mais nous devons nous demander quelle est la cause de l'agression contre l'Occident. Il y a quelque chose de profondément malsain dans le modèle de l'OCDE : la cupidité et le consumérisme ne rendent pas les gens heureux. Cela n'a pas de sens de parler d'augmenter les budgets d'assistance, alors que nous sommes engagés dans la guerre dans d'autres régions du monde en voie de développement. Ou bien nous contrôlons et dominons, ou nous trouvons une réponse plus sage, plus généreuse, et nous partageons.

A la fin des travaux de cette session, je demande que soit lancée une déclaration appelant à la mobilisation d'un mouvement mondial et j'espère que dans les années à venir des gens diront que cette déclaration de Caux aura marqué une nouvelle étape.

Propos recueillis par Mary Lean